

PREFET DU RHONE

24 MAI 2011

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
106, rue Pierre Corneille
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN
☎ : 04 72 61 61 51
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des appareils sous pression ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er avril 2010 régissant le fonctionnement des activités de la société PEPINO FRERES dans son établissement situé ZI La Grange Cléard à TARARE ;

VU le rapport du 2 mai 2011 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de TARARE, exploité par la société PEPINO FRERES a permis à l'inspection des installations classées de constater les irrégularités suivantes :

- de nouvelles machines, en provenance de la liquidation judiciaire de la société STET à THIZY, ont été installées dans l'établissement ainsi qu'une nouvelle chaudière sans que l'exploitant n'ait procédé à l'information réglementaire du préfet (article R 512-33 du code de l'environnement),
- la déclaration, sur le site électronique du ministère en charge de l'écologie, des émissions polluantes et des déchets pour l'année 2010 n'a pas été effectuée (article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié),

./..

- l'exploitant n'a pas complété l'état concernant les équipements sous pression (point 6.3 de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2010),
- le séparateur d'hydrocarbures devant traiter les eaux pluviales de voirie n'a pas été installé (point 17.5 de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2010),
- l'exploitant ne respecte pas les fréquences prévues pour la transmission des résultats des analyses d'autosurveillance des eaux industrielles à l'inspection des installations classées (annexe 3 « Eau » de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2010),
- de nombreux stockages de produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ne sont pas sur cuvettes de rétention (point 24.3 de l'article 24 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2010),
- la révision de l'étude de dangers n'a pas été effectuée (article 34 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2010),
- l'étude technico-économique visant à retenir les eaux d'un éventuel incendie n'a pas été réalisée (article 35 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2010),
- la mise à jour de l'étude de risques sanitaires n'a pas été faite (article 36 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2010) ;

CONSIDERANT donc que la société PEPINO FRERES ne respecte pas, pour l'exploitation de ses installations de TARARE les dispositions prévues à l'article R 512-33-II du code de l'environnement, à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié susvisé, aux articles 6 - point 6.3 -, 17 - point 17.5 -, 24 - point 24.3 -, 34, 35 et 36 et à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2010 précité ;

CONSIDERANT, en outre, que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'inviter l'exploitant à respecter les dispositions prévues à l'article R 512-33-II du code de l'environnement, à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié précité, aux articles 6 - point 6.3 -, 17 - point 17.5 -, 24 - point 24.3 -, 34, 35 et 36 et à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2010 visés ci-dessus ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société PEPINO FRERES, ZI La Grange Cléard à TARARE, est mise en demeure de respecter les dispositions prévues à l'article R 512-33-II du code de l'environnement, à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié susvisé, aux articles 6 - point 6.3 -, 17 - point 17.5 -, 24 - point 24.3 -, 34, 35 et 36 et à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2010 précité.

../..

A cet effet, l'exploitant devra :

➤ *sans délai :*

- déclarer, sur le site électronique du ministère en charge de l'écologie, les émissions polluantes et les déchets pour l'année 2010,
- respecter les fréquences de transmission, à l'inspection des installations classées, des résultats des analyses d'autosurveillance des eaux industrielles,

➤ *sous un mois :*

- déclarer les modifications notables apportées aux installations de son établissement, avec tous les éléments d'appréciation,

➤ *sous deux mois :*

- transmettre, à l'inspection des installations classées, un état des équipements sous pression dûment complété,

➤ *avant le 31 août 2011 :*

- installer un séparateur d'hydrocarbures pour traiter les eaux pluviales de voirie,

➤ *sous trois mois :*

- réaliser, lors d'un prochain épisode pluvieux, une analyse des eaux pluviales,
- mettre l'ensemble des stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sur cuvettes de rétention,

➤ *sous quatre mois :*

- réviser l'étude de dangers,
- réaliser l'étude technico-économique visant à contenir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie sur le site,
- effectuer la mise à jour de l'étude de risques sanitaires.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de TARARE,
- à l'exploitant.

Lyon, le 24 MAI 2011

Le Préfet,

(Signature)
Pour le Préfet,
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER

